

Délit d'entrave numérique.

Article rédigé par , le 30 novembre 2016

[Source : Valeurs Actuelles]

Totalitarisme. Le président du Parti Chrétien-démocrate, Jean-Frédéric Poisson, réagissait déjà, en septembre dernier, à la mise en place par le gouvernement d'un "délit d'entrave numérique" destiné à faire taire notamment les sites proposant une alternative à l'avortement. La loi sera débattue jeudi à l'Assemblée.

Tribune publiée le 27 septembre dernier sur le site de Valeurs actuelles.

Le week-end dernier, Laurence Rossignol disait au micro de *France Info* qu'elle allait faire une annonce le 28 septembre prochain, concernant la mise en place d'un "délit d'entrave numérique" à l'avortement. Le ministre ciblait à l'occasion des sites internet qualifiés de "pervers" ou "manipulateurs", donnant l'occasion à beaucoup d'auditeurs - comme à moi-même - d'aller les consulter pour se faire un avis. Elle a notamment cité le site « AfterBaiz », et j'ai découvert un site d'information et non de propagande, qui traite d'ailleurs de nombreux sujets qui ont trait à la sexualité des jeunes, aux peines de coeurs, à la jalousie, à la contraception... Et qui aborde, il est vrai, la question de l'avortement en précisant qu'il existe des alternatives et que ce n'est pas une bonne chose en soi. Est-ce donc le crime qui nécessite de les faire taire par la force ?

Il faut une mauvaise fois hors-norme et une volonté totalitaire sans limite pour voir autre chose qu'un site destiné à de jeunes adultes souvent un peu perdus dans cet univers magnifique et pourtant compliqué de la sexualité.

Sur le site dédié au sujet et promu à coup de milliers d'euros par le gouvernement français, j'ai en revanche constaté que l'avortement était systématiquement la seule solution proposée. On voit pourtant sur les sites « concurrents » des témoignages de femmes qui souffrent après leur avortement et qui auraient aimé être, je cite, "mieux informées" ! Le gouvernement a-t-il donc pour projet de faire taire celles qui souffrent de leur avortement parce qu'il faudrait le promouvoir à n'importe quel prix ? Est-ce que les larmes de ces femmes seront elles aussi considérées comme un « délit d'entrave numérique » à l'avortement ?

L'immense majorité s'accorde à dire que l'avortement est une triste solution, et c'est pourquoi je pense que la baisse du nombre d'avortements en France - qui sont toujours plus nombreux depuis sa légalisation – doit devenir un objectif de santé publique. Je ne crois trahir personne en disant que cela semble aussi être la volonté des initiateurs de ces sites aujourd'hui dans le viseur du gouvernement. Dès lors, je pèse mes mots, l'annonce du ministre est totalement liberticide.

Le gouvernement n'a-t-il pas, par ailleurs, autre chose à faire que de museler des sites qui ne prônent absolument aucune haine contre quiconque ?

Il y a quelques mois, j'ai rendu un rapport parlementaire sur le financement de l'Etat islamique. J'y ai notamment relevé la propagande islamiste incroyable qui fleurit impunément sur internet, et le recrutement

qui se fait depuis des années par le biais des réseaux sociaux sans que personne ne se penche sur le problème. Des centaines de jeunes ont quitté notre pays pour rejoindre l'Etat islamique qui a déjà endeuillé des centaines de familles françaises, voilà qui semble bien davantage relever de sa charge !

On constate pourtant une détermination inexistante en face de l'islamisme ou du chômage, et son acharnement sur ce sujet de l'IVG révèle un gouvernement esclave de son idéologie mortifère.

Non content d'avoir imposé un aberrant quota d'avortements dans les hôpitaux l'année dernière, voilà qu'il menace directement ceux des Français qui considèrent que les femmes ont le droit de savoir exactement ce qu'est un avortement d'abord, et quelles solutions alternatives s'offrent à elles ensuite. En clair, c'est encore une fois la liberté que ce gouvernement tente de supprimer. Le faire au nom du droit des femmes, voilà la vraie perversité.